

Lettre à nos amis socialistes

Sauvons l'Europe a pour habitude d'intervenir à l'occasion dans les débats des différents partis europrogressistes. L'actualité de nous amis socialistes nous pousse aujourd'hui au dialogue avec eux.

1 Un nouvel ADN social-progressiste

« Porter l'avenir comme une transformation de notre présent », voilà le minimum auquel doivent prétendre les sociaux progressistes, la feuille de route de la force politique qu'il leur faudra construire.

S'interroger sur l'organisation même d'une force politique à l'heure où Internet fragilise durablement nos systèmes démocratiques en imposant un choc de défiance permanent entre gouvernants et gouvernés, voilà la tâche qu'il leur faudra accomplir.

Retrouver une identité collective plus dense qui dépasse la conquête et l'exercice quinquennal du pouvoir. Rechercher légitimité et efficacité en animant un écosystème d'émancipations individuelles et collectives concourant à la dignité de tous. Voilà l'exigence première qui doit animer le travail du Parti socialiste pour les prochaines années. C'est cet ADN qui a manqué au quinquennat de François Hollande, au-delà de sa gestion technique de l'entreprise France dont il fut un honnête et sérieux syndic de faillite de l'expérience chiraco-sarkozyste.

A l'heure de cet exercice majeur de réappropriation et de reconstruction des sociaux-progressistes, alternative indispensable aux projets libéraux-progressistes et sociaux-nationalistes du temps présent, partageons ensemble deux convictions simples qui réunissent notre communauté europrogressiste depuis plus de 10 ans.

2 La confiance aveugle dans les premiers de cordée est socialement toxique

Non, les succès des premiers de cordée ne portent en rien une ardeur prométhéenne à modifier l'ordre des choses. L'idée d'un ruissellement naturel des élites vers la masse est socialement toxique et mère de bien des populismes. L'expérience de la troisième voie nous a laissé en héritage le Brexit pour Tony Blair et l'arrivée d'une centaine de députés d'extrême-droite au Parlement allemand pour Gerhard Schröder.

Au ruissellement des élites espéré par les libéraux-progressistes, c'est à dire *in fine* à l'expertise « forcément » pertinente et incontestable du petit nombre, il revient aux sociaux-progressistes de répondre par une confiance renouvelée en l'intelligence collective de citoyens capables d'assumer ensemble leur destin. L'histoire nous enseigne que l'expertise des *happy few* finit toujours par s'exercer au profit d'un entre-soi en haut du panier.

Que ce soit dans le cadre national, européen, ou même mondial, la tension entre la reconstruction de nouvelles classes moyennes et l'émergence d'une élite mondialisée et majoritairement urbaine doit retenir toute notre attention. Nos projets de vie ne se jouent pas à l'Euromillions !

En priorité, les sociaux-progressistes doivent faire le pari de l'intelligence collective pour libérer les créativité et organiser le partage des progrès du nouveau siècle. Il est impératif de faire émerger des outils de régulation non inféodés aux contingences du climat économique.

Aujourd'hui, deux modèles de gouvernement, tous deux rendus possibles par la révolution numérique, sont envisageables. D'une part, un modèle solidaire et participatif qui fait le pari d'intégrer la dimension de l'horizontalité. De l'autre, l'émergence d'une gestion de la relation-client choisie par les « meilleurs d'entre nous » et propulsée vers nos smartphones.

3 Porter un projet politique français et une ambition européenne

Au cœur de l'ADN social-progressiste se trouve le choix cardinal d'une construction politique et économique du continent européen sur la base d'un partage démocratique de souveraineté. Quelles autres questions nous posent aujourd'hui les grandes crises que traversent l'Europe sinon celles de l'existence et de la définition de nos valeurs partagées ou non, susceptibles d'appuyer le réenchâtement d'un projet vieux de 70 ans et de transcender tout un continent ? Qu'en est-il au jour présent ? Combien des 500 millions d'Européens se satisfont d'un projet européen qui ne serait qu'un supermarché avec contrôle au faciès à l'entrée ? Qu'avons-nous perdu en chemin ?

L'Europe subit de plein fouet un triple choc. Un choc géopolitique avec l'accélération sans précédent d'une mondialisation industrielle et financière, qui modifie considérablement la perception des valeurs du travail et de la solidarité. Un choc technologique avec la révolution numérique, succédant à la révolution de l'imprimerie en son temps, en reproduit l'impact et questionne durablement nos systèmes démocratiques jusqu'à l'idée même de création de richesse. Un choc démographique, enfin, avec le vieillissement de la population européenne et l'émergence d'une question générationnelle ouvrant une faille entre une partie de baby-boomers rentiers et de nouvelles générations de *millennials*, souvent exclus de nos accommodements de l'après-guerre, sans oublier la jeunesse du Sud qui rêve d'Europe et de son mode de vie.

Retrouver la confiance des électeurs, ou plus prosaïquement retrouver des électeurs, demande aujourd'hui d'articuler une ambition française avec un projet européen auquel de nouvelles générations puissent adhérer. Voilà le défi qui se pose à tous les socialistes.

Ecrire enfin le projet français qui manque à la Nation depuis 30 ans, soit l'époque où s'est installée parmi nos dirigeants l'idée que le projet européen pouvait se substituer à l'existence d'un projet français. Il est urgent de mettre fin à ce principe que les élites françaises visent à faire de la France une Europe en petit, quand le partenaire allemand tend à penser l'Europe comme une Allemagne en grand.

Le second défi est de réussir un *reboot* européen afin de faire du projet humaniste la clé de voûte des pactes sociaux européens de l'après-guerre, de bouclier régulateur et d'aiguillon des secteurs clés de notre avenir.

Le troisième défi est d'articuler projet français et projet européen dans le cadre politique cohérent des sociaux-progressistes. Ces trois défis tournent autour d'une même nécessité. Ni défaire la France pour faire l'Europe. Ni défaire l'Europe pour sauver la France.